

**DE DARDEL, MOUTINOT, SCHMID, FERRAZINO, DEFERNE & SCHNEIDER**

AVOCATS AU BARREAU DE GENÈVE

Jean-Nils de Dardel  
Laurent Moutinot  
Jean-Bernard Schmid  
Christian Ferrazino  
Olivier Deferne  
Jacques-André Schneider

Monsieur Laurent KASPER-  
ANSERMET  
Juge d'instruction  
Palais de Justice  
1204 - GENEVE

CCP 12-11894-9

Téléphone (022) 21 53 03 ND/MM  
21 36 97

1204 Genève, le 29 juillet 1987  
20, Promenade Saint-Antoine (Entrée rue Maurice 2)

**Concerne :** PP 2018/80  
décès de Monsieur Alain URBAN

---

Monsieur le Juge d'instruction,

En réponse à votre courrier du 16 juillet 1987, j'attire  
~~votre attention~~ sur les éléments suivants :

- I. Plusieurs personnes, qui ont rencontré Alain URBAN, à la clinique de Bel-Air, dans les jours précédents la cure de sommeil, ont constaté qu'il toussait violemment, atteint, selon toutes les apparences, d'une bronchite.

Parmi ces personnes, Madame KRISTOF, Monsieur Alain RIESEN et moi-même. Il y avait donc, dès le début de la cure de sommeil, un trouble respiratoire évident, constituant une contre-indication absolue à la cure de sommeil.

- II. Selon la jurisprudence du Tribunal Fédéral, un traitement médical susceptible de porter atteinte à l'intégrité physique du patient est punissable, s'il est administré sans le consentement éclairé du patient ( ATF 99 IV 208 ).

./..

Dans la présente affaire, le prétendu consentement d'Alain URBAN a été forcé par un chantage consistant à lui donner comme seule alternative le placement dans une cellule d'isolement ou la cure de sommeil.

De plus, il n'y a pas eu consentement éclairé, en ce sens qu'aucune information précise n'a été donnée à Alain URBAN sur la nature et surtout sur les risques du traitement prescrit.

Enfin, des éléments de fait, admis par les experts, démontrent qu'Alain refusait la cure de sommeil ( refus initial; refus de s'endormir; lutte pendant plusieurs jours ( ! ) contre les médicaments et le sommeil ).

- III. Le 3 décembre 1986, le Docteur Aldo CALANCA, qui est l'un des principaux responsables médicaux de l'Hôpital psychiatrique de Cery, à Prilly-Lausanne, s'adressant à Mesdames Adrienne SZOKOLOCZY et Thérèse KRUMMENACHER, a déclaré qu'il avait eu connaissance du traitement infligé à Alain URBAN et que son opinion, comme celle de la quasi totalité des responsables d'institutions psychiatriques, était que ce traitement était de nature à " tuer un cheval ".

★

★

★

- a) En relation avec les points I et II ci-dessus, je vous demande d'identifier les membres du personnel médical et infirmier, qui ont suivi Monsieur Alain URBAN à la clinique de Bel-Air et de les entendre comme témoins.

- b) En relation avec le point I, je vous prie d'entendre comme témoin :

- Monsieur Alain RIESEN, ergothérapeute, 45, avenue Fendt à Genève.

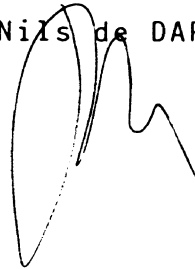
./..

c) En relation avec le point III, je vous demande d'entendre  
comme témoins :

- Docteur Aldo CALANCA, psychiatre, 16, chemin de la  
Combe à Pully
- Madame Adrienne SZOKOLOCZY, 10, chemin Argousiers,  
1255 Veyrier
- Madame Thérèse KRUMMENACHER, 12, rue Crespin à Genève.

Veillez agréer, Monsieur le Juge d'Instruction, l'expres-  
sions de mes sentiments distingués.

Nils de DARDEL, avt

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'N' followed by a smaller 'd' and 'DARDEL'.